

**Département de l'Isère  
Canton de l'Oisans  
Commune LES DEUX ALPES**

**DELIBERATION N° 2026-049**

**CONSEIL MUNICIPAL - Séance du 14 avril 2026**

**L'an deux mille vingt-six, le 14 avril à 18h**, le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 10 avril 2026, a tenu une réunion en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Stéphane SAUVEBOIS.

**Présents :** Stéphane SAUVEBOIS, Maire,  
Xavier SILLON, Delphine VAZEUX, Laurent CAIOLO SERRA, Jocelyne MARTIN, Philippe ARNOL, Louise TEXIER, adjoints  
Michel MARTIN, Maire délégué Venosc, Philippe PRIMATESTA, Maire délégué Mont de Lans, Eric HAZAK, Brigitte MANIN, Florence BEL, Virginie DUMONT, Sébastien CROZET, Angélique MOUNIER, Mélanie FIAT, Etienne DRUMAIN, Claire CHALVIN, Marie-Hélène COING, Christophe AUBERT, Fabien VEYRAT, Emilie-Rose VIGNERI BRUN, conseillers municipaux.  
**Pouvoirs :** Nicolas LAMBERT donne pouvoir à Louise TEXIER

**Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales**, le conseil municipal a nommé Delphine VAZEUX pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, qu'elle a acceptées et conformément à l'article L.2121-18 du même code, la séance a été publique.

#### **FINANCES LOCALES – 7.1.3 Divers**

#### **OBJET : Fongibilité des crédits du budget annexe parking sur l'exercice 2026**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** l'instruction budgétaire et comptable M4,  
**Vu** la délibération n°2025-210 du 16 décembre 2025 portant approbation du budget primitif 2026 du budget annexe parking,  
**Vu** la délibération n°2026-048 du 14 avril 2026 portant approbation du budget supplémentaire 2026 du budget annexe parkings,

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que la nomenclature comptable M4 permet à l'assemblée délibérante depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2026 de définir une politique de fongibilité des crédits pour les sections de fonctionnement et d'investissement.

Ladite instruction M4 donne la possibilité à l'exécutif, sur autorisation de l'assemblée délibérante, de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section du budget, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

Le terme de budget comprend le budget primitif, mais également les décisions modificatives et le budget supplémentaire. La limite des 7,5 % s'applique alors aux dépenses réelles de chacune des sections du budget voté, c'est-à-dire au budget primitif consolidé de toutes les décisions modificatives et du budget supplémentaire.

Cette fongibilité dite asymétrique permet notamment d'ajuster, dès que le besoin apparaît, la répartition des crédits sans modifier le montant global des sections. Elle permet aussi de réaliser sans attendre des opérations purement techniques. Ces dispositions contribuent à améliorer l'efficacité de l'exécution budgétaire et la réactivité opérationnelle.

L'assemblée délibérante est alors informée des virements de crédits opérés lors de sa plus proche séance, dans les mêmes conditions que la revue des décisions du Maire prises dans le cadre de l'article L2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

A titre d'information, à la date du présent Conseil Municipal, le plafond de virements pour la section de fonctionnement et d'investissement s'élèvent respectivement à **3 615,00 €** et à **47 620,98 €**.

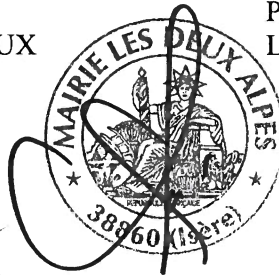
Ainsi, il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section et à signer tout document s'y rapportant.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et après que Monsieur le Maire ait demandé à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir, à l'unanimité des suffrages exprimés :

- **AUTORISE** le Maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7.5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections (fonctionnement et investissement) déterminées à l'occasion du budget ;
- **PRECISE** que le plafond limitatif des virements de crédits possibles entre chapitres sera mentionné au sein des documents budgétaires (maquettes budgétaires réglementaires) et que l'autorisation de procéder à des virements de crédits entre chapitres devra être déterminée chaque année pour chaque exercice budgétaire ;
- **AUTORISE** le Maire à signer tout document s'y rapportant.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et ans que dessus. Au registre sont les signatures.

La Secrétaire de séance, Delphine VAZEUX



Pour extrait conforme,  
Le Maire, Stéphane SAUVEBOIS